Sébastien LAURENT, dir., *Archives « secrètes », secrets d'archives ? Historiens et archivistes face aux archives sensibles*

Paris, CNRS Éd., coll. CNRS Histoire, 2003, 288 p.

Viviane Couzinet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5770>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.5770

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 443-444

ISBN : 978-2-86480-868-8

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Viviane Couzinet, « Sébastien LAURENT, dir., *Archives « secrètes », secrets d'archives ? Historiens et archivistes face aux archives sensibles* », *Questions de communication* [En ligne], 8 | 2005, mis en ligne le 23 mai 2012, consulté le 08 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5770> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.5770>

Ce document a été généré automatiquement le 8 avril 2021.

Tous droits réservés

Sébastien LAURENT, dir., *Archives « secrètes », secrets d'archives ? Historiens et archivistes face aux archives sensibles*

Paris, CNRS Éd., coll. CNRS Histoire, 2003, 288 p.

Viviane Couzinet

RÉFÉRENCE

Sébastien LAURENT, dir., *Archives « secrètes », secrets d'archives ? Historiens et archivistes face aux archives sensibles*, Paris, CNRS Éd., coll. CNRS Histoire, 2003, 288 p.

- 1 Ce recueil composé d'une partie des dix-neufs contributions présentées au cours de la journée d'études « Archives secrètes, secrets d'archives ? », organisée, le 13 juin 2003, dans le cadre du Centre d'histoire de l'Europe du XX^e siècle (laboratoire de recherche de la Fondation nationale des sciences politiques) présente des interrogations sur les conditions d'exercice du métier d'historien à partir des « archives sensibles ». Dirigé par Sébastien Laurent, spécialiste de l'histoire politique de l'État et, plus particulièrement, des services de renseignements militaires et policiers en France, ce volume présente des échanges de points de vue entre professionnels des archives et historiens sur les contenus et les conditions à la fois techniques et politiques de l'accès aux documents.
- 2 Partant du constat que le secret est devenu un objet de recherche, surtout en science politique et histoire, Sébastien Laurent introduit les propos en rappelant que la notion « d'archives secrètes » recouvre une grande variété de situations que les différentes lois, notamment la loi de 1978 – « loi sur la communication des documents administratifs » – et la « loi sur les archives » de 1979, ne déterminent pas complètement. En effet, à leur inaccessibilité, il faut y ajouter des situations

particulières liées à leur administration d'origine (Préfecture de police, Direction générale de la sécurité extérieure, certains cabinets ministériels), parce qu'elles sont en cours de versement ou encore parce qu'il n'est pas possible de savoir si elles existent vraiment, du fait de leur perte, de leur destruction ou de leur localisation. À partir de cette définition liminaire, il est rappelé sommairement les délais spéciaux visant à protéger la vie privée, la sûreté de l'État et les intérêts industriels et commerciaux dont nombre d'entre eux peuvent bénéficier de dérogations autorisant la consultation. Si certains auteurs de ce recueil préfèrent retenir l'expression « archives encore secrètes » – car elles relèvent du patrimoine public et sont donc, en principe, consultables par tous – il n'en reste pas moins que certaines contradictions peuvent être relevées.

- 3 Pour Vincent Ducler, maître de conférences à l'Ecole nationale d'administration (ENA), la question du secret est révélatrice de la crise des archives en France. Il invite à une réflexion sur le sens de l'archivistique, la mémoire publique, l'usage des sources et, par voie de conséquence, sur l'importance des archives pour un État moderne. Il critique la politique publique, les projets et les prises de position qui se succèdent. Christine Pétillat, conservateur général du patrimoine et directrice du Centre des archives contemporaines, complète cette dimension politique par le rappel du rôle des missions des Archives nationales et la complexité des traitements, liée à la variété et à l'état des supports, et à la masse des versements.
- 4 Certains textes se centrent sur les dépôts et ouvertures à la consultation récente. C'est l'occasion de mettre l'accent sur des événements de l'histoire contemporaine et sur le passage de l'état d'archives servant à faire la guerre, soumises à la fois, dans leur subordination au fonctionnement militaire, à la conservation, à la destruction, voire à l'exode, et à l'état d'archives patrimoniales où la conservation devient alors essentielle. Il en est ainsi des fonds restitués au milieu des années 90 par la Russie (fonds de la Sûreté nationale et des organes de renseignement militaire) et de ceux relatifs à l'Occupation et à la guerre d'Algérie. D'autres articles portent sur des fonds moins connus (archives collectées par des missions dans les ministères depuis le début des années 50, archives des cabinets des ministres de la défense ou, dans d'autres registres, archives de la science ou de la franc-maçonnerie, du Parti communiste français du Komintern). Pour chacun de ces sujets, procédures et aléas de la collecte, état des dossiers, conditions d'accès, intérêt pour la construction de l'histoire, alimentent et enrichissent la réflexion. Les nouveaux supports d'archives et leur particularité ont aussi leur place. Le rôle des archives sonores et audiovisuelles comme nouvelle composante des matériaux à conserver est évoqué sous forme de plaidoyer. Pour terminer l'ouvrage, trois enseignants-chercheurs – Olivier Forcade, Sébastien Laurent et Raphaëlle Branche – présentent, chacun à leur tour, les enjeux de la conservation et de l'ouverture des archives pour écrire l'histoire de la censure politique, du renseignement et de la violence d'État en s'appuyant, pour cette dernière, sur la torture exercée par l'armée française en Algérie.
- 5 Ce livre, qui à la fois répertorie et invite à la réflexion, est intéressant à plus d'un titre. Tout d'abord, parce qu'il porte un regard, sans concession, sur un ensemble de projets et de décisions qui ne sont pas toujours à la hauteur de ce qu'ils devraient être pour assurer le devoir de mémoire de l'État. Ensuite, parce qu'accompagné d'annexes proposant des documents juridiques relatifs aux archives publiques et une chronologie de textes de décisions et de nominations, relatifs à la politique des archives de France

(1948-2002), il soulève des débats utiles et des informations nécessaires aux chercheurs et étudiants de sciences humaines et sociales, tant pour les aider à constituer le soubassement de leurs connaissances que pour alimenter leurs interrogations épistémologiques sur les sources et les méthodes du travail de recherche. Enfin, il nourrit les questions actuelles des enseignants-chercheurs en sciences de l'information et de la communication, sur les responsabilités qui incombent aux archivistes en tant que professionnels de l'information, sur les archives des chercheurs dont la connaissance est utile pour les travaux en communication scientifique, et enfin pour compléter les études en cours sur la notion de document.

AUTEURS

VIVIANE COUZINET

LERASS, université Paul Sabatier, Toulouse 3
viviane.couzinet@iut-tlse3